

LES CHIFFRES DU MOIS



Lors de la cérémonie de remise des prix du President's Excellent Performance Awards 2016, Thein Sein à décerné

33 prix dont **32**
à des militaires

hauts gradés ou des membres de son gouvernement pour le « succès de leurs réalisations » en 2015.

Selon l'UNHCR, depuis 2012, **170 000 Rohingyas** et musulmans auraient fui la Birmanie et le Bangladesh par la mer. L'organisation constate que le risque de mourir en mer a été

3 fois plus important en mer d'Asie du Sud Est qu'en Méditerranée l'année dernière.



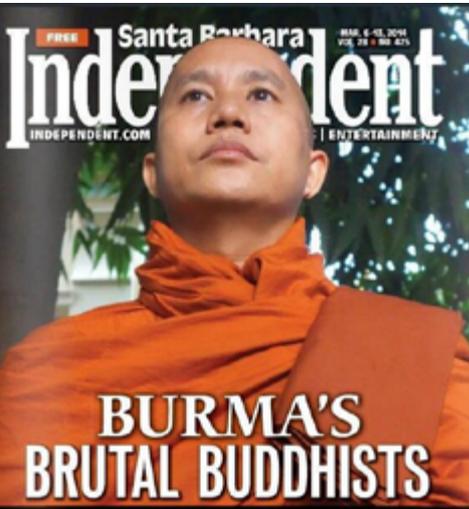
La Birmanie a exporté **250 millions de dollars** de textile et d'habillement l'année dernière. Il s'agit encore d'un bébé dragon du textile par rapport à la Chine, le Bangladesh, le Vietnam et la Turquie, mais ses exportations de vêtements ont **quadruplé en 5 ans.**

100 000 personnes vivent dans des bidons villes rien que dans la Région de Rangoun. Étant donné les projets de démolition de lieux squattés, ce nombre pourrait augmenter rapidement.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS



Wirathu continue de propager ses discours anti musulmans. Le 1er février, Facebook a retiré une vidéo datant de 2012 et repostée par les moines extrémistes de l'organisation Ma Ba Tha pour illustrer le viol et le meurtre d'une femme arakanaise par un groupe de musulmans. Le meurtre de cette femme était à l'origine de la vague de violences qui a conduit au déplacement des 140 000 rohingyas qui vivent toujours dans des camps de déplacés. La vidéo a été vue au moins 120 000 fois avant que Facebook ne la retire. Wirathu a déclaré qu'il avait à nouveau publié cette vidéo pour convaincre la LND de faire de la protection de la race et de la religion une priorité en Birmanie. Cette vidéo a été critiquée par les Nations Unies, les organisations de défense des Droits de l'Homme mais aussi par le porte-parole de la LND qui a déclaré que l'objectif de celle-ci était de semer le trouble. Un rapport d'une ONG publié le 5 février montre par ailleurs que le soutien populaire pour Ma Ba Tha était toujours aussi important, malgré la victoire de la LND aux élections (l'organisation avait appelé à voter pour l'USDP mais n'a pas été suivie).

L'élection des administrateurs locaux des villages et des wards birmans s'est tenue tout au long du mois de janvier et de février. Près de 100 000 candidats se présentaient pour 16 785 sièges à travers le pays. Les doyens des villages ont surveillé le processus électoral car aucune mission d'observation n'a été déployée. Les candidats élus vont superviser les projets de développement locaux, l'ordre et la loi, la résolution des disputes et l'administration.

Selon un rapport publié par une organisation norvégienne en collaboration avec une association birmane, la majorité du public aurait préféré que les élections reposent sur le principe : une personne une voix, comme pour les élections générales. Actuellement ce sont les chefs de familles qui élisent 10 leaders à bulletin secret. Une fois désignés, ceux-ci choisissent parmi eux leurs candidats et votent pour celui qui deviendra l'administrateur du village. Win Htein, le porte-parole de la LND a déclaré qu'il regrettait que ces élections n'aient pas été organisées après la prise de fonction du nouveau Parlement (début février).

Les discussions sur le transfert du pouvoir continuent.

En février, Aung San Suu Kyi a continué de négocier avec les militaires la suspension de l'article 59F qui l'empêche de devenir présidente, mais cela s'est soldé par un échec. Après 3 réunions avec le chef des armées, elle a donc renoncé et avancé la date de désignation des candidats à la présidence au 10 mars (plutôt qu'au 17 comme prévu initialement). Cela lui donnera une semaine de plus pour former son gouvernement. Le 10 mars la Ligue Nationale pour la Démocratie désignera donc 2 candidats à la présidence de la Birmanie, les militaires désigneront le troisième. Le parlement se réunira ensuite pour choisir parmi ces 3 candidats 1 président et 2 vice-président. Le Président aura jusqu'au 1er avril pour former son gouvernement et prendre ses fonctions. Alors que le transfert du pouvoir se prépare,



les analystes birmans se demandent comment la bureaucratie birmane pourra se démocratiser alors que les militaires conservent le contrôle du puissant Département de l'Administration Générale (GAD).



Les expulsions forcées condamnent des centaines de personnes à vivre sur le bord de la route.

Le 3 février, la Commission birmane pour les Droits de l'Homme (MNHRC) a publié une déclaration sur les expulsions forcées des squatteurs des quartiers de Mingaladon (région de Rangoun) et de Pyin Oo Lwin (région de Mandalay) les 26 et 31 janvier. Il met en lumière l'échec des autorités à fournir des logements temporaires et la nourriture adéquate. 600 squatteurs ont par exemple été obligés de s'installer le long de la route d'une zone industrielle de Mandalay, sans accès à l'eau potable. Le MNHRC a appelé les autorités à traiter les squatteurs humainement lorsque les expulsions sont « inévitables » et à leur fournir une assistance pour leur relogement, leur santé, leur éducation et leurs besoins sociaux.

Les 2 500 personnes expulsées vivaient sur des terres appartenant à un conglomérat militaire, la plupart depuis des dizaines d'années, d'autres depuis le cyclone Nargis en 2008. Le nombre de squatteurs dans la région de Rangoun est estimé à 2 millions de personnes. Les projets de logements du gouvernement sont inaccessibles pour les squatteurs qui touchent souvent le salaire minimum et n'ont pas d'adresse de domiciliation. Les squatteurs vont faire circuler une pétition pour demander à la LND de mener une enquête sur les expulsions violentes et de trouver une solution pour reloger les personnes à la rue.

La police continue de réprimer les défenseurs des Droits de l'Homme. Au mois de février plus d'une douzaine d'activistes a été arrêtée en vertu de l'article 18 sur les rassemblements pacifiques pour des manifestations organisées ces deux dernières années. 5 femmes ont également été condamnées à de nouvelles charges pour des faits datant de plusieurs années. Enfin, 2 activistes travaillant pour le dialogue interreligieux et détenus depuis 2015 ont été condamnés à 2 ans de prison en vertu de l'article 17 sur les organisations illégales.

L'Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques (AAPP) a déclaré que cette répression continue mettait en danger la réconciliation nationale. Human Right Watch craint que ces arrestations et condamnations ne soient un mauvais présage pour la suite. L'organisation estime que la répression des activistes par le Ministère de l'intérieur continuera bien après la prise de fonction du nouveau gouvernement. 88 prisonniers politiques sont toujours en prison, tandis que 429 attendent leur procès (dont 129 derrière les barreaux).



Intensification des conflits entre les groupes ethniques armés dans l'État Shan. Au cours du mois de février, les affrontements entre l'armée Shan du Sud (RCSS/SSA-S) et l'armée Ta'ang (TNLA) se sont intensifiés. Le 13 février, la TNLA a déclaré que la militarisation accrue de la zone par les soldats de la RCSS/SSA-S suite à la signature du cessez le feu, était à l'origine des combats. La RCSS/SSA-S a accusé la TNLA d'avoir lancé les offensives le 7 février en attaquant leur base militaire. La RCSS/SSA-S est l'un des 8 groupes armés à avoir signé l'accord de cessez-le-feu d'octobre avec l'armée birmane. 7 groupes avaient refusés de le signer car il n'était pas inclusif.

Il excluait notamment la TNLA et 2 autres groupes ethniques armés. La plupart des groupes armés non signataires du cessez-le-feu ont condamné les affrontements entre la TNLA et la RCSS/SSA-S. La TNLA a par ailleurs accusé l'armée birmane de soutenir ses assaillants en leur fournissant des munitions et en leur facilitant les transports. L'armée birmane est également accusée de diviser les groupes ethniques armés pour les affaiblir. Le 17 février, le Parlement a adopté une proposition en urgence pour appeler au cessez-le-feu, mais pendant les discussions un parlementaire militaire a déclaré que la TNLA devait abandonner ses armes pour que le conflit prenne fin. Selon les Nations Unies, le conflit aurait déjà déplacé 4 200 personnes et a été à l'origine d'incendie de villages, de torture et de meurtres de civils. Ce mois-ci des affrontements ont également été recensés dans l'État Karen, l'État Chin et l'État d'Arakan.



Les groupes ethniques armés se regroupent pour discuter du processus de paix et du conflit dans l'État Shan. Du 18 au 21 janvier, le Conseil Fédéral des Nationalités Unies (UNFC) s'est retrouvé à Chang Mai pour développer une position commune sur la suite des négociations de paix et sur le conflit en cours entre la RCSS/SSA-S et la TNLA. Leur réunion a donné lieu à la formation d'un nouvel organe de négociation, la Délégation pour les Négociations Politiques, menée par le secrétaire général et 2 représentants de l'UNFC. Le 21 février l'UNFC a appelé à la résolution urgente du conflit et a accusé l'armée birmane d'utiliser le terme cessez-le-feu « national » comme « une arme politique et militaire » pour provoquer la division et la haine au sein des minorités ethniques.



L'armée birmane responsable de viols contre des filles et des femmes Rohingyas dans l'État d'Arakan. Le 28 février, un soldat de l'armée birmane a enlevé et violé une fille Rohingya de 9 ans. Celle-ci s'occupait des bœufs appartenant à sa famille à côté d'une base militaire. Le responsable a été arrêté par la police. Trois semaines plus tôt 4 gardes-frontières de l'État d'Arakan ont violé deux femmes rohingyas âgées de 25 et 28 ans. Aucune mesure n'a été prise contre les officiers impliqués.

LES FOCUS DU MOIS

EN BIRMANIE, LES FEMMES SONT SOUVENT CANTONNÉES AU RÔLE DE MÈRE ET DE CUISINIÈRE QUAND ELLES NE SONT PAS VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES

Ce 8 mars 2016, dédié aux droits des femmes dans le monde entier est l'occasion d'aborder la situation des filles et des femmes birmanes qui ne cessent de subir discriminations et violences sexuelles. Lors de sa mission sur place pendant les élections législatives, Info Birmanie s'est penchée sur la question des droits de la femme.

LA VISION DE LA FEMME EN BIRMANIE



En Birmanie, et particulièrement dans les régions reculées tel que l'État Kachin, les femmes sont victimes de violences et de discriminations par la culture, la politique, la religion ainsi et la loi. Culturellement, une femme kachin a le devoir de se taire et de servir, elle ne peut intervenir dans les affaires économiques, elle dépend donc du chef de famille qui possède tout. Côté religion, les leaders sont des hommes et restent très influents dans les régions peu éduquées.

On notera que la vie politique est essentiellement marquée par la présence masculine. Le succès d'Aung San Suu Kyi aux élections est certes positif pour la place de la femme dans la vie politique, il n'en reste pas moins que les principaux leaders sont des hommes. Moins de 5% des sièges parlementaires et des postes ministériels étaient occupés par des femmes avant les élections de 2015 et sur 1120 parlementaires élus en novembre, seul 64 sont des femmes. Celles-ci ne sont pas non plus présentes dans l'armée, et très peu dans la police. En outre, à travail égal, une femme sera moins bien payée qu'un homme (du simple au double).

Ces discriminations souvent soulevées par la communauté internationale restent trop peu dénoncées par la population - peu informée - qui manque de sens critique et accepte souvent sans sourciller.

Pour Myint Swe, de l'association Ratana Metta : « Il faut changer ces attitudes. Ce ne sera pas simple, mais nous devons sensibiliser le peuple. Les femmes ne devraient plus être vues comme des machines à enfants, des cuisinières ou des personnes à enfermer à la maison. Si nous gardons les femmes dans la cuisine, notre pays sera en retard en terme de développement »

DES VIOLENCES SEXUELLES COMME ARME DE GUERRE

Depuis des décennies, des centaines de femmes et jeunes filles birmanes sont violées et/ou disparaissent dans des affaires en lien avec l'armée. Ces violences sexuelles récurrentes sont utilisées comme une véritable arme de guerre contre les minorités ethniques du pays. Ces agressions sont aggravées par l'impunité dont bénéficient les soldats. Ainsi, même si les victimes des violences sexuelles connaissent le nom et l'immatriculation de leur agresseur, il est presque impossible de les faire condamner.

Dans le nord de Myitkyina, la capitale de l'État Kachin, les femmes qui habitent près du centre militaire sont victimes d'un harcèlement quotidien : vêtements arrachés, violences sexuelles, provocations etc. Même dans Myitkyina certains cas de viol par des militaires ont été rapportés. Les femmes ont peur de les dénoncer. Celles qui osent le faire sont souvent jugées par la communauté qui estime qu'elles ont cherché l'agression et que ce sont de mauvaises kachin.

Avec l'élection de la LND, les femmes espèrent qu'Aung San Suu Kyi s'attaquera enfin à ce problème. Et si ce n'est pas directement elle, cela viendra peut-être des leaders religieux. En effet, la semaine dernière, des représentants bouddhistes, musulmans et chrétiens se sont réunis à Rangoun pour discuter des solutions afin de mettre fin aux violences et aux discriminations infligées aux femmes et aux jeunes filles. Une avancée importante à mettre en avant dans un pays où la religion reste l'une des causes de ces discriminations.

La résolution 1325 des Nations Unies souligne l'importance de la participation des femmes aux processus de paix. C'est d'ailleurs en ce sens que des organisations de femmes se battent pour être entendues dans les négociations de paix entre les groupes ethniques armés et l'armée birmane. Premières victimes de ces conflits, leurs voix ne semblent pas compter. En effet, alors que les associations locales demandaient à ce que le dialogue politique entre les groupes armés ethniques et l'armée birmane compte sur la participation d'au moins 30% de femmes, seulement 7% ont pu participer à la conférence pour la paix du mois de janvier.



Rappelons que la convention sur l'élimination des discriminations des femmes a été signée par le gouvernement birman en 1997.

Ce 8 mars, journée mondiale pour les droits des femmes marque l'importance de soutenir chaque femme dont les droits sont bafoués. Aujourd'hui 110 femmes célèbres se sont ainsi engagées à soutenir les femmes birmanes contre les violences sexuelles qui leur sont infligées.

LA MAIN MISE DE L'ARMEE SUR LA POLITIQUE N'A PAS PRIS FIN AVEC LES ELECTIONS

L'armée a assuré ses arrières : le processus de sélection présidentielle (un président et deux vice-présidents) est construit tel qu'il garantit une place de vice-président à un militaire, non élu par le peuple, et la constitution interdit à Aung San Suu Kyi d'accéder au poste de Président, ses enfants étant de nationalité étrangère. En plus de cela, l'armée garde la mainmise sur les organes politiques car la constitution permet aux militaires de :

- Conserver 25% des sièges et bloquer tout amendement de la Constitution ;
- Désigner les postes clés et garder le contrôle des 3 ministères clés, aux plus gros budgets : l'Intérieur, la Défense, et la Gestion des frontières ;
- Reprendre le contrôle direct du pays si le National Security Council (CNDS) décide que « l'unité nationale est menacée ».

LE POUVOIR DES MILITAIRES RENFORCÉ PAR L'ORGANISATION DES INSTITUTIONS

Le **Conseil National de Défense et de Sécurité (CNDS)** est l'organe le plus puissant du pays. Il est contrôlé (constitutionnellement) en majorité par l'armée qui possède 6 membres sur 11. Il est responsable de toutes les décisions liées à la sécurité du pays et aux questions sensibles mais personne ne connaît précisément son rôle car la constitution reste très floue sur ses fonctions. C'est ce comité qui a, par exemple, le pouvoir de lancer une offensive militaire, de nommer le Chef des Armées et d'assumer tous les pouvoirs si l'État d'urgence est déclaré.

Mais il est à craindre que le CNDS ait désormais un rôle à jouer beaucoup plus important. En effet, sous le mandat de Thein Sein, ce comité n'était pas très actif car ses membres siégeaient aussi au gouvernement. Le public ne savait jamais quand il se réunissait ni ce qu'il faisait. C'est le CNDS qui a par exemple donné l'ordre de réprimer les protestations étudiantes de mars 2015. La LND va toutefois pouvoir nommer 4 de ses membres, ce qui permettra certainement plus de transparence.



Le **personnel administratif est presque entièrement composé de militaires**. Le personnel qui compose les ministères ne va pas être congédié simplement parce que la LND a remporté les élections. Or, il se trouve que tous les postes clés des ministères sont occupés par des militaires depuis longtemps, tout comme la grande majorité des postes administratifs. La cohabitation entre les ministres et leur cabinet risque donc d'être compliquée et il ne sera pas possible de renvoyer les militaires : il s'agit de milliers de fonctionnaires en poste depuis des années. Jusqu'à leur retraite la LND devra composer avec eux et il sera très dur de changer les mentalités.



Le **contrôle des Régions et États est clé**. Bien que la constitution ait mis en place un système fédéral avec un Parlement bicaméral et 14 Régions et États aux statuts égaux, le pouvoir est toujours très centralisé et les minorités ethniques n'ont pas de véritable pouvoir ni influence sur les affaires nationales et locales. De plus, le Chef des armées revendique la désignation des premiers ministres des Régions et États considérées comme les plus instables et où les enjeux économiques des militaires y sont les plus importants : Rangoun où transitent tous les investissements étrangers, l'État Kachin avec ses forêts et ses mines de jade, l'État d'Arakan qui héberge la minorité persécutée des Rohingyas et l'État Shan où les conflits armés ne cessent de s'intensifier. Début mars 2016, les portes paroles de la LND ont cependant annoncé que tous les postes de premier ministre seraient attribués à des parlementaires de la LND.



Pour en savoir plus consultez notre rapport sur les enjeux post électoraux en Birmanie!